

April 4, 2016

Electronic Filing

National Energy Board
517-10th Ave SW
Calgary, AB T2R 0A8

**Attention: Ms. Sheri Young
Secretary of the Board**



Barristers & Solicitors / Patent & Trade-mark Agents

Norton Rose Fulbright Canada LLP
400 3rd Avenue SW, Suite 3700
Calgary, Alberta T2P 4H2 CANADA

F: +1 403.264.5973
nortonrosefulbright.com

D.G. Davies
+1 403.267.8183
don.davies@nortonrosefulbright.com

Assistant
+1.403.267.8341
jamie.welsh@nortonrosefulbright.com

Dear Ms. Young:

**AltaGas LPG General Partner Inc. on behalf of AltaGas LPG Limited Partnership
Application dated 11 February 2016 for a Licence to Export Propane pursuant to
Section 117 of the *National Energy Board Act*
Notice of Application and Comment Period**

Further to the letter from the National Energy Board dated March 16, 2016, we would advise that the Notice of Application and Comment Period was published in *La Presse* on March 26, 2016 and in *The Globe & Mail* on March 28, 2016. Copies of the tear sheets are attached.

Yours very truly,

NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA LLP

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. G. Davies', written over a horizontal line.

D. G. DAVIES, Q.C.

Enclosures

Office national
de l'énergie



National Energy
Board

Office national de l'énergie
Avis de demande et de période de commentaires
Demande de licence d'exportation présentée par
AltaGas LPG General Partner Inc. au nom
d'AltaGas LPG Limited Partnership

AltaGas LPG General Partner Inc. au nom d'AltaGas LPG Limited Partnership (AltaGas LPG) a déposé le 11 février 2016 auprès de l'Office national de l'énergie une demande sollicitant une licence pour exporter du propane aux termes de l'article 117 de *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la *Loi*), jusqu'à concurrence de 2 669 391 mètres cubes de propane par année, ou 16 790 000 barils par année (le propane est un gaz dans la *Loi*), pendant la période de validité de 25 ans, soit à partir d'un terminal portuaire d'exportation situé à Prince Rupert, en Colombie-Britannique, soit à partir de points d'exportation le long de la frontière canado-américaine où se trouvent des croisements de voie ferrée (plus précisément Coutts, en Alberta, ou Kingsgate, Huntington et White Rock, en Colombie-Britannique). La quantité maximale de gaz à exporter pendant la durée de la licence demandée est de 66 734 775 m³, ou 419 750 000 barils, en tenant compte de l'écart admissible de 15 %.

La demande d'AltaGas LPG est disponible sur le site Web de l'Office à l'adresse www.neb-one.gc.ca.

Le demandeur doit déposer et conserver en dossier aux fins d'examen par le public entre le 30 mars et le 29 avril 2016, pendant les heures d'ouverture normales, des exemplaires de la demande, dans ses locaux situés au 355, Quatrième Avenue S.-O., bureau 1700 à Calgary, en Alberta, et en fournir un exemplaire à quiconque en fait la demande. Un exemplaire peut également être consulté, sur rendez-vous, pendant les heures d'ouverture normales, à la bibliothèque de l'Office, située au 517, Dixième Avenue S.-O., 2^e étage, à Calgary, en Alberta. Pour prendre rendez-vous, veuillez composer le 1-800-899-1265.

L'Office désire obtenir des personnes touchées les commentaires qui sont pertinents selon les critères énoncés à l'article 118 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, qui se lit comme suit :

« Avant de délivrer une licence pour l'exportation du pétrole ou du gaz, l'Office veille à ce que la quantité de pétrole ou de gaz à exporter ne dépasse pas l'excédent de la production par rapport aux besoins normalement prévisibles du Canada, eu égard aux perspectives liées aux découvertes de pétrole ou de gaz au Canada. »

Les personnes touchées sont priées de consulter les ressources en ligne suivantes :

- *Guide de dépôt* de l'Office – Rubrique Q;
- *Directives provisoires concernant les demandes d'exportation de pétrole et de gaz et les demandes d'importation de gaz en vertu de la partie VI de la Loi sur l'Office national de l'énergie*, datées du 11 juillet 2012;
- Foire aux questions de l'Office sur les demandes de licence d'exportation de gaz naturel liquéfié. L'Office a recours au même processus pour évaluer les demandes de licence d'exportation de propane, de gaz naturel et de gaz naturel liquéfié.

Les personnes touchées doivent soumettre leurs observations à l'Office par la poste, par télécopieur ou en ligne, et les faire parvenir à AltaGas LPG aux adresses indiquées ci-dessous d'ici le **29 avril 2016**.

AltaGas LPG General Partner Inc. au nom d'AltaGas LPG Limited Partnership

À l'attention de Monsieur Jamie Fisher et de Madame Alisa Skoropat
AltaGas Ltd.
355, Quatrième Avenue S.-O., bureau 1700
Calgary (Alberta) T2P 0J1
Courriel : jamie.fisher@altagas.ca
et alisa.skoropat@altagas.ca

Avocat

Norton Rose Fulbright Canada .E.N.C.R.L., s.r.l.
À l'attention de Maître D.G. Davies, c.r.
400, Troisième Avenue S.-O., bureau 3700
Calgary (Alberta) T2P 4H2
Courriel : don.davies@nortonrosefulbright.com

Office national de l'énergie

Secrétaire de l'Office
517, Dixième Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2R 0A8
Télécopieur : 403-292-5503

Les répliques du demandeur aux commentaires des personnes touchées par la demande doivent être déposées auprès de la secrétaire de l'Office, et signifiées à la personne qui a soumis les commentaires, au plus tard le **9 mai 2016**.

Pour un complément d'information au sujet du présent avis, prière de communiquer avec Sharon Wong ou Louise Niro, agentes de réglementation, par téléphone au 403-299-3191 ou au 403-299-3987, ou sans frais au 1-800-899-1265, ou encore par télécopieur au 403-292-5503.

La secrétaire de l'Office,
Sheri Young

Canada

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS



**ANNONCE DE
L'ASSEMBLÉE ANNUELLE
ET EXTRAORDINAIRE
DES ACTIONNAIRES**

L'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la Banque CIBC aura lieu au Fairmont Pacific Rim, à Vancouver, Colombie-Britannique, le mardi 5 avril 2016 à 9 h 30, HAP.

Michelle Caturay
Vice-présidente, secrétaire générale
et avocate générale associée

Banque de Montréal

**AVIS DE
CONVOCATION
À L'ASSEMBLÉE
ANNUELLE DES
ACTIONNAIRES**

L'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque de Montréal aura lieu le mardi 5 avril 2016, à 9 h 30 (heure locale), à l'Académie BMO Groupe Financier, au 3550 Pharmacy Avenue, Toronto, Ontario, Canada.

Par ordre du Conseil
d'administration
BARBARA M. MUIR
Secrétaire général
Toronto (Ontario)

Le 8 février 2016

Avis public

Ministère de la Culture et des Communications

UN NOUVEAU CHAPITRE CULTUREL POUR LE QUÉBEC
TOURNÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE EN VUE DU
RENOUVELLEMENT DE LA POLITIQUE CULTURELLE
VILLE DE MONTRÉAL : LES 2 ET 3 MAI 2016

Le ministre de la Culture et des Communications, ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française et ministre responsable de la région de l'Estrie, M. Luc Fortin, invite la population à participer à une réflexion nationale qui vise à donner au Québec une politique culturelle adaptée à notre époque, tablant sur nos acquis et misant sur des outils inédits.

Les citoyens, les représentants des milieux artistiques et culturels ainsi que l'ensemble des acteurs concernés de près ou de loin par le développement culturel du Québec peuvent dès maintenant faire connaître leur opinion au ministre et ainsi prendre part aux travaux qui mèneront au renouvellement de la politique culturelle du Québec.

Pour savoir comment participer à la consultation publique dans votre région, visitez le site Web du ministère de la Culture et des Communications à l'adresse suivante : www.mcc.gouv.qc.ca/Politiqueculturelle.

ENSEMBLE  *on fait avancer le Québec*

Québec 

Avis public

Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Objet : Règlement sur les prix du lait de consommation – Fixation du prix du lait de consommation pour la région IV et définition du lait à valeur ajoutée

Veuillez prendre note que la Régie recevra les observations des personnes intéressées par cette demande lors d'une séance publique qu'elle tiendra le **28 avril 2016, à 9 h 30**, dans la **salle de séance publique** de la **Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec**, située au 201, boulevard Crémazie Est, 5^e étage, à Montréal.

Les personnes intéressées à présenter leurs observations doivent en aviser préalablement M^{re} Marie-Pierre Bétournay.

201, boulevard Crémazie Est, 5^e étage
Montréal (Québec) H2M 1L3
Téléphone : 514-873-4024
Télécopieur : 514-873-3984
Adresse électronique : rmaq@rmaq.gouv.qc.ca

Montréal, le 9 février 2016

La secrétaire,
Marie-Pierre Bétournay, avocate

Québec 



Transports
Canada

Transport
Canada

AVIS PUBLIC

**Règlement de zonage à l'aéroport international
Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal**

Une mise à jour du *Règlement de zonage de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal* est proposée. Le texte complet du *Règlement* a été publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 27 février 2016.

Ce *Règlement* doit être revu en raison de changements incluant notamment la fermeture de l'aéroport de Cartierville et la réforme cadastrale de la province. Le *Règlement* continuera à limiter :

- la hauteur des nouveaux bâtiments, structures et objets, y compris les arbres;
- les ajouts à tout bâtiment, structure ou objet existant sur les terrains adjacents à l'aéroport ou situés à proximité.

De plus, ce *Règlement* introduira l'interdiction d'utiliser ou d'aménager ces terrains d'une façon qui risque :

- de causer des interférences dans les communications avec les aéronefs;
- de causer des interférences dans les communications avec les installations de services aéroportuaires;
- d'attirer la faune qui représente un danger pour la sécurité aérienne.

Cette mise à jour du *Règlement* permettra également de maintenir un haut niveau de sécurité, tant pour les aéronefs que pour les citoyens.

Veuillez envoyer vos commentaires ou observations **par écrit** à l'adresse courriel suivante : aerodromes.quebec@tc.gc.ca ou à l'adresse postale ci-dessous, le **26 avril 2016 au plus tard**, et inclure le nom du journal et la date de publication du présent avis.

Pour en savoir plus, vous pouvez :

- Consulter le texte du projet de règlement à : <http://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2016/2016-02-27/html/reg1-fra.php>
- En obtenir une copie papier en écrivant à :

Transports Canada
Chef d'équipe technique — Opérations aériennes
700, Leigh Capréol, 4^e étage
Montréal (Québec) H4Y 1G7

- Participer à une séance d'information organisée par Transports Canada :

Lieu : Holiday Inn Pointe-Claire
Salon Champagne
6700, route Transcanadienne
Pointe-Claire

Date : Le mercredi 6 avril 2016, de 20 h à 22 h
ou
Le samedi 16 avril 2016, de 10 h à midi

Canada

FROM PAGE 1

Incubator: Empower wants to remove barriers for startups

» And while many First Nations people in Saskatchewan are advancing their education or working in the trades, he says more and more seem to be gravitating toward the business sector.

"There's an appetite for aboriginal entrepreneurship," Mr. Parmar says. "We've started to see a new trend where there are a lot of aboriginal people that have all these ideas but they just don't know where to start. They are also faced with barriers, like [lack of] child care, basic education on how to start a business, transportation and cash flow."

The tough part is finding a starting point: "How can you start a business without any money to pay for a lease or to pay for coaching or to pay for office space? It's hard to pull off something like this without resources," he says.

"We want to lift those barriers," Empower launched last summer, taking in a total of five entrepreneurs, five more will join this spring. Coaching comes in the form of guidance with everything from developing a business plan to devising marketing strategies to applying for grants and securing other sources of funding.

Participants also have access to a roster of mentors to turn to for insight at any time. Among them are a café owner, the president of an engineering consulting firm, the head of a nationwide jewelry store and a developer. Sponsors of the program include Saskatchewan Blue Cross, mining company BHP Billiton, Alberici Western Constructors, the Government of Saskatchewan and Aboriginal Affairs and Northern Development Canada.

Ms. Eshpaise has found Empower's support invaluable. Among her greatest challenges so far have been coming up with a marketing plan and drilling down effective time management, given that she's juggling three kids under 8 and working well into the

evenings, while bootstrapping capital for her GROW-FN website via earnings from Bannock Express. After she catered for a couple of small groups, word of her freshly made food spread fast and orders spiked.

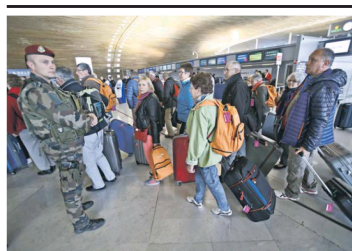
"People can't get enough bannock," she says. "You can't get it anywhere else and there's a huge demand for it. We were having growing pains, and the team at Empower really helped with that. It opened up the doors that have allowed me to keep trekking forward. They give you all the tools you need to succeed."

Bob Joseph, founder of the Port Couillard, B.C.-based Indigenous Corporate Training, Inc., says that more programs that help aboriginal people succeed in business are desperately needed.

"There can be some really broad systemic barriers [to indigenous people starting their own businesses]," says Mr. Joseph, who teaches courses in working effectively with aboriginal people. "Some of the barriers are tied to residential schools ... which were kind of lesser education."

Then there's a limited pool of role models within the community, as Mr. Joseph, who started his company with his wife 12 years ago, can relate to himself. "Both my parents didn't participate a whole lot in the economic mainstream or the business mainstream, so it can be hard to learn the philosophy behind them," the Gwawaenuk Nation member says. "Going into business is a great big learning curve."

The Globe and Mail Small Business Summit brings together the brightest entrepreneurs in Canadian business to share insights for an inspiring day of keynote talks, workshops and networking. Speakers include Ryan Holmes of Hostsuite, Aaron Zifkin of AirbnB Canada, Harley Finkelstein of Shopify, Bruce Poon Tzip of G Adventures and more.



A French soldier patrols at Charles de Gaulle airport, in Roissy, north of Paris, on Wednesday. MICHEL EULER/ASSOCIATED PRESS

FROM PAGE 1

Mortished: Labour market must be opened to competition

» There are too many EU countries where the state has become a leviathan that no longer helps but crushes the weak through the sheer weight of the numbers of privileged people who inhabit the public-sector beast, feasting on its entrails. By coincidence, France's air-traffic controllers — a pampered and privileged guild of state employees who work only one day in every two — were enjoying their ritual strike last weekend. The strikers were due to resume duties on Tuesday morning, but in the wake of past experience, airlines that use French airspace warned that more delays should be expected. Surprisingly, however, as the horror at Brussels airport unfolded, flights across France began to move like clockwork, as if a hidden hand had suddenly descended to untie the knots.

It's too soon to celebrate the end of the Fifth Republic's stranglehold over French enterprise. In late recognition that France has a problem, even French President François Hollande has conceded the necessity to reform France's labour laws, and his blundering and insincere efforts at reform are crawling through the legislature. He is under huge pressure from the European Commission to bring down the unemployment rate, which exceeds 10 per cent and is still climbing. More important, German Chancellor Angela Merkel has made it clear to the French President that she expects him to follow Germany's lead in making Europe's labour market more flexible.

But Mr. Hollande made rash

promises to unions and socialist fellow-travellers to get elected, and his reformer in chief, Economy Minister Emmanuel Macron, faces a rear-guard reaction from left-wing deputies in parliament and street protests from labour unions and, bizarrely, students. They protested last week to protect the 35-hour week and employment benefits, pensions and privileges that will cost their generation heavily in taxes but which few if any can ever hope to enjoy when they finally secure a job.

Still, the reform bill is still alive and SNCF, the state railway, is preparing to do battle with its unions over the cost of the 35-hour week. French taxpayers will this year underwrite a €4-billion (\$5.9-billion) boost to the pension coffers of the state railway workers. Few of these "socialists" seem to notice the millions of their fellow citizens who sit outside the protective embrace of the state until the ritual burning of stolen cars begins every summer in the suburbs of Paris.

Many of these unprotected people are Muslim, and one can finally detect in European political discourse some recognition that real changes must now be made in the social contract between the state and its citizens. If the doors are not opened, the privileges abolished, the protected jobs, industries and professions of the European state not opened to real competition, then the other voice will get even louder.

Carl Mortished is a Canadian financial journalist based in London.

BUSINESS CLASSIFIED

LEGALS



National Energy Board Notice of Application and Comment Period AltaGas LPG General Partner Inc. on behalf of AltaGas LPG Limited Partnership Export Licence Application

On 11 February 2016, AltaGas LPG General Partner Inc. on behalf of AltaGas LPG Limited Partnership (AltaGas LPG) applied to the National Energy Board (Board) pursuant to section 117 of the *National Energy Board Act* (Act) for a licence to export 2 669 391 cubic metres (m³) or 16 790 000 barrels of propane (propane is a gas under the Act) per year for a term of 25 years from any of: an outlet of a marine export terminal located near Prince Rupert, British Columbia; and points along the Canada – US border where railway crossings occur (specifically: Coutts, Alberta; Kingsgate, Huntington, and White Rock, British Columbia). The maximum quantity of exports requested over the term of the applied-for licence is 66 734 775 m³ or 419 750 000 bbl, including the 15 per cent tolerance.

AltaGas LPG's application is available on the Board's website at www.neb-one.gc.ca.

The Applicant shall deposit and keep on file, for public inspection during normal business hours from 30 March 2016 to 29 April 2016, copies of the application at its office located at 1700, 355 - 4th Avenue S.W., Calgary, Alberta, and provide a copy of the application to any person that requests it. A copy of the application is available for viewing during regular business hours, by appointment, in the Board's library (2nd Floor, 517 Tenth Avenue S.W., Calgary, Alberta). To make an appointment, please call 1-800-899-1265.

The Board wishes to obtain the views of impacted persons that are relevant to the criteria in section 118 of the *National Energy Board Act*, which reads:

"On an application for a licence to export oil or gas, the Board shall satisfy itself that the quantity of oil or gas to be exported does not exceed the surplus remaining after due allowance has been made for the reasonably foreseeable requirements for use in Canada, having regard to the trends in the discovery of oil or gas in Canada."

The Board refers impacted persons to the following online resources:

- The Board's *Filing Manual* – Guide Q;
- The Board's *Interim Memorandum of Guidance Concerning Oil and Gas Export Applications and Gas Import Applications under Part VI of the National Energy Board Act*, dated 11 July 2012;
- The NEB's Frequently Asked Questions section on liquefied natural gas export licence applications. The Board uses the same process for assessing propane, LNG and natural gas export licence applications.

Impacted persons are required to file their submissions with the NEB by mail, or facsimile or online and send their submission to AltaGas LPG at the addresses listed below by **29 April 2016**.

AltaGas LPG General Partner Inc. on behalf of AltaGas LPG Limited Partnership

Attention: Mr. Jamie Fisher and Ms. Alisa Skoropat
AltaGas Ltd.
1700, 355 - 4th Avenue S.W.
Calgary, AB T2P 0J1
Email: jamie.fisher@altagas.ca and alisa.skoropat@altagas.ca

Counsel

Norton Rose Fulbright Canada LLP
Attention: Mr. D. G. Davies, Q.C.
400 - 3rd Avenue S.W., Suite 3700
Calgary, AB T2P 4H2
Email: don.davies@nortonrosefulbright.com

National Energy Board

Secretary of the Board
517 Tenth Avenue S.W.
Calgary, AB T2R 0A8
Facsimile 403-292-5503

Reply comments that AltaGas LPG wishes to present in response to submissions from impacted persons shall be filed with the Secretary of the Board and served on the person that filed the submission by **9 May 2016**.

For further information on this Notice, contact Regulatory Officers Sharon Wong 403-299-3191 or Mona Butler 403-221-3268 or toll-free at 1-800-899-1265, facsimile 403-292-5503.

Sheri Young
Secretary of the Board

Canada

BUSINESS TO BUSINESS

BUSINESS OPPORTUNITIES

Provincial & Regional Distributors Required Immediately - Product is a game changer to all industries especially health care. Investments from \$50K - \$250K. Financing provided. www.aesthetichair.com 613-715-3626 or Email: vonschradecanada@bellnet.ca

CAPITAL WANTED/AVAILABLE

PROJECT FINANCING available Real Estate and Mining. businesscapital@hotmail.com

PARTNERSHIPS

Web Based Mental Health Services. Est. clients in 22 countries. Seeking partners/investors to grow. Text: 250-862-1927

GLOBE UNLIMITED Your all-access digital pass tgam.ca/signup

Printed and distributed by PressReader
PressReader.com • 1 844 274 8604
COPYRIGHT AND PROTECTED BY PUBLISHERS LAW